

## ARRÊTÉ MUNICIPAL

N° 122-2024

*Portant circulation sur une voie unique ET interdite*  
**RD 802 en agglomération entre les PR 2+200 et 2+500**

Le Maire de la Commune de Gréolières,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2213-1, à L.2213-6 relatifs aux pouvoirs de police conférés aux Maires en matière de circulation et de stationnement,

**Vu** le Code de la route,

**Vu** le Code de la voirie routière,

**Vu** l'Arrêté n° 45-2023 portant délégation de fonction et de signature de Monsieur Constantin GIUGE 2<sup>er</sup> adjoint, sur la sécurité,

**Considérant** la demande d'autorisation d'entreprendre des travaux de réalisation de plateau et dos d'âne ralentisseurs par l'entreprise DAMIANI

### ARRETE

#### ARTICLE 1 :

La circulation de tous véhicules se fera sur une voie unique d'une longueur maximale de 40 mètres, par sens alterné par alternat manuel ou sera interdite (déviation par le boulevard Emile BOVIS )

**Le lundi 2 septembre 2024 à 07h30 au 2 septembre 2024 à 17h30,**

**La signalisation avant pendant et après les travaux sera mise en place par l'entreprise**

#### ARTICLE 2 :

Les infractions aux dispositions seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur, Conformément à l'article R.421-1 du Code de Justice administrative, tout recours devra être présenté devant le Tribunal Administratif de Nice, dans un délai de deux mois à compter de la date de la publication du présent arrêté,

#### ARTICLE 3 :

#### ARTICLE 4 :

Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Séranon, et l'adjoint délégué, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié en la forme administrative.

#### ARTICLE 5 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Séranon
- DAMIANI
- SDA de Séranon

Fait à Gréolières, le 21 aout 2024.

Pour le Maire,  
L'adjoint délégué,

Constantin GIUGE



*Toute décision réglementaire ou individuelle peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, soit par voie postale au greffe de la juridiction, soit par voie électronique sur l'application « Télérecours » accessible sur le site de téléprocédures ouvert aux citoyens : <https://www.telerecours.fr/>*

*Dans ce délai, il peut être présenté un recours gracieux prorogeant le délai de recours contentieux.*

Certifié exécutoire  
compte tenu de la  
publication en  
mairie le :

02/09/2024

Le Maire,  
Marc MALFATTO

